



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Déclaration liminaire du CDEN du 9 SEPTEMBRE 2022

Mme la Préfète,

Mme la Directrice Académique,

Mr le Président du Conseil Départemental,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN

Deux mois auront suffi à apporter des éléments tangibles aux plus climatosceptiques pour les convaincre des bouleversements en cours : températures avoisinant les 40 degrés, sécheresse, incendies, épisodes orageux intenses, réchauffement de la Méditerranée... Après d'autres zones dans le monde, l'Europe, dont la France, n'aura pas été épargnée cet été, comme l'anticipait déjà le GIEC. L'accélération, mais aussi la répétition et le cumul de ces événements accentuent l'urgence à changer le modèle responsable des catastrophes et à adapter nos modes de vie en rompant avec des logiques libérales qui ne cessent de révéler qu'elles sont prédatrices et destructrices pour l'environnement. Cette priorité ne sera possible qu'avec un engagement politique fort mais surtout concret. Or la ligne actuellement définie par le Président Macron est bien loin de l'impératif climatique et de la nécessité de changer de cap : lui si fervent communicant autour de la rupture, se révèle incapable d'une rupture qui viserait à en finir avec les inégalités sociales et environnementales.

Cet épisode critique climatique vient aussi une crise sanitaire qui aura elle aussi révélée toutes les adaptations, là aussi nécessaires, particulièrement dans le bâti scolaire, trop rarement à la hauteur des enjeux.

En matière d'Education, la ligne définie par le président qui se plaît à jouer le rôle de ministre de l'Education nationale, n'a pas non plus changé. On a modifié les acteurs, mais pas le scénario : la politique éducative formulée par Macron n'est pas de panser une école malmenée par près de 20 ans de politiques libérales et d'un sous-investissement chronique, ni de compenser deux ans de crise sanitaire. Il est de poursuivre les objectifs énoncés en 2017 lors de sa première campagne, déployer les réformes qui n'ont pas pu l'être à la fin du quinquennat précédent, poursuivant l'œuvre de libéralisation de l'école.

Le ministère fait tout pour masquer cette politique de la terre brûlée, mais les chiffres restent « têtus ». En communiquant sur la priorité au premier degré, il s'agit de faire oublier la réalité de ce qui se joue : en 2022 pour avoir le taux d'encadrement de 2006 dans le second degré, il faudrait 45 000 emplois supplémentaires dans le second degré public. En 5 ans de rentrées préparées par JM Blanquer sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, 7 900 emplois d'enseignant·es ont été supprimés dans le second degré public pour 13 141 élèves en plus. Sous le quinquennat de François Hollande, la création de 15 380 d'emplois dans le second degré n'avait fait qu'accompagner la hausse massive de 125 633 élèves. Sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, il y a eu 28 644 suppressions d'emplois alors que les effectifs élèves augmentaient de 56 551 dans le second degré public.

Si la « priorité donnée à l'école primaire » se poursuit, elle se fait à moyens constants : aucun emploi supplémentaire n'est créé en 2022 dans le premier degré ! Il faudra tout de même achever la limitation à 24

élèves par classe en GS, CP et CE1, poursuivre le dédoublement des GS en éducation prioritaire, augmenter les décharges des directeurs et directrices d'école, et créer des emplois d'IEN dédiés aux missions de contrôle de l'instruction en famille et des écoles hors contrat.

Certes l'Aveyron n'est sans doute pas dans la pire des situations. Mais pas un enseignant du 1^{er} degré ni du 2nd degré ne sera là pour dire que les choses vont bien, qu'elles vont mieux, que la situation s'améliore de manière certaine et durable, que les moyens sont à la hauteur des besoins et des ambitions que nous devrions avoir.

De ce point de vue-là, l'insuffisance des moyens attribués à l'inclusion est symptomatique.

Les résultats de tout cela est aujourd'hui l'un épuisement des personnels à qui ce gouvernement impose deux heures supplémentaires, plus de classe et moins d'autonomie professionnelle.

Malgré les mesures annoncées par le ministre de l'Éducation nationale pour pallier au manque de personnels, la rentrée a été chaotique. Ce n'est pas le recours aux listes complémentaires, levier utilisé bien tardivement alors que la FSU avec d'autres avait demandé son utilisation depuis longtemps qui va remédier au manque « d'attractivité structurel » pour le métier. Quant au recrutement de contractuel·es, il est la marque d'un mépris que les personnels vivent.

Non il n'y aura pas un professeur devant chaque classe comme cherche à le faire entendre le ministère : il y aura un adulte devant chaque classe. Et ce n'est vraiment pas la même chose.

C'est ainsi un mépris :

- pour nos collègues contractuels, recrutés en quelques minutes et qui seront envoyés dans les classes avec bien peu de formation
- pour les élèves, les familles en faisant croire qu'il est possible de recruter ainsi des professeurs, CPE, Psy-ÉN
- pour l'ensemble de la population et le service public d'Éducation : enseigner est un métier qui s'apprend ! Qui accepterait que son médecin soit recruté en 30 minutes ?

La FSU le répète dans ses déclarations : la profession souffre et l'indicateur principal de son effondrement est le nombre croissant de collègues qui pâtissent de mauvaises conditions de travail, qui évoquent leur ras-le-bol, leur tentation de démissionner, dont un nombre grandissant et significatif finit par démissionner.

L'investissement supplémentaire de 12 Milliards d'€ annoncé par le président pour « faire de l'éducation une priorité » ne comblera pas les nombreuses années de logiques budgétaires d'austérité, qui ne sont pas loin de ressembler dans certains aspects à une politique de terre

6 milliards d'€ seront consacrés à l'augmentation de la rémunération des enseignant·es, avec une hausse de 10% pour tout·es. Là encore, on est loin du compte : un·e enseignant·e allemand·e en début de carrière gagne 4 638€ bruts contre 2 253 pour un·e enseignant·e français·e, soit un différentiel de 2 385€ bruts mensuels ! Fonctionnaires de catégorie A, les enseignant·es, qui ont un niveau Bac +5, ont également une rémunération inférieure de 35% à celle des autres cadres de la Fonction publique.

Rien ou peu pour les autres personnels, dont les AESH.

Par contre, place est faite l'individualisation des rémunérations : l'augmentation « *pourra aller jusqu'à 20 % pour celles et ceux qui adoptent les méthodes les plus innovantes* », a déclaré Macron. « *Travailler plus, pour gagner plus* ». Vieille rengaine.

Cette individualisation des rémunérations n'est pas nouvelle : les REP+ connaissaient la part variable de leurs primes. Elle constitue un outil supplémentaire d'une gestion managériale des carrières enseignantes permise

par la disparition des cadres paritaires qui conduisent à des dérives dont nous cessons de faire le constat. L'annonce de la généralisation dans le premier degré de l'expérimentation marseillaise inaugurée à la rentrée 2021 est bien la preuve que l'autonomie, l'individualisation est un totem jamais remis en question, puisqu'aucun bilan n'a été tiré de cette expérimentation. Avec l'extension des Contrats Locaux d'Accompagnement, le passage à « *l'école du futur* », les évaluations d'écoles, l'annonce du « *nouveau Pacte* », ce sont le management, la contractualisation et le renforcement du pouvoir hiérarchique qui vont se conjuguer pour corseter encore plus les pratiques enseignantes.

A ce sinistre tableau, n'oublions pas l'enseignement professionnel. Après avoir présenté le lycée professionnel comme "un gâchis collectif" le président-ministre de l'EN, estime que "*nos entreprises ont besoin de ces talents que l'école méconnaît*". Le ministère de l'Éducation nationale veut calibrer les filières des lycées professionnels vers les secteurs en pénurie d'emplois, désertés aujourd'hui par les actifs du fait des conditions salariales et de travail déplorable. Ce qui, d'une certaine manière, revient à instrumentaliser l'orientation des jeunes de 15 ans pour les conduire vers les métiers les moins attractifs. C'est une vision étriquée et dangereuse de la formation professionnelle scolaire que de lui assigner comme objectif de répondre essentiellement aux besoins immédiats et locaux des entreprises. Pour la FSU, la carte des formations doit évoluer non pas dans l'intérêt particulier de quelques firmes ou branches professionnelles mais dans l'intérêt général du pays relativement aux défis qui se posent à la société : la transition écologique, la nécessaire réindustrialisation, la prise en charge du grand âge, le renforcement de la Fonction publique.

Il ne s'agit évidemment pas d'ignorer les besoins des entreprises ; mais il s'agit de ne pas soumettre l'orientation scolaire à un adéquationisme dont le corollaire est d'enfermer les élèves dans des parcours imposés par intérêts économiques, géographiques, voire politiques : autrement-dit, de ne pas faire de la formation professionnelle une simple pourvoyeuse de main d'œuvre. De ce point de vue, d'ailleurs, la FSU dénonce les déclarations faites par la présidente de Région devant le MEDEF qui remettent profondément en cause les conceptions de la formation professionnelle et de l'orientation, qui doivent rester destinées avant tout, à permettre le développement de la personne et son émancipation, grâce à la culture et à la qualification. C'est un retour en arrière qui ne pourra que pénaliser les jeunes dans un monde, où les évolutions très rapides exigent des connaissances élargies et de haut niveau.

Vous l'aurez compris, la FSU ne peut se satisfaire ni des conditions de cette rentrée ni des orientations données par le président de la République ou du ministre de l'Éducation Nationale. La « *révolution culturelle* » que demande le président n'est que la réaffirmation d'une politique libérale. On peut se demander ce qu'il va rester, dans 5 ans, d'une Éducation Nationale avec cette contractualisation générale des écoles et des établissements, la volonté de renforcer l'autonomie des EPLE, renforçant leur mise en concurrence. La rupture avec cette politique est vitale. En début de déclaration, nous avons évoqué la catastrophe climatique, la FSU mettra aussi tout en œuvre avec ses syndicats pour gagner d'autres orientations politiques en terme écologique et, et s'engagera, dans l'unité, avec les autres organisations et dans le collectif Plus Jamais Ça. C'est désormais une urgence. Parce qu'à la FSU, le partage des richesses n'est pas une option et qu'il permet le financement des services publics (santé, éducation...) et de la transformation écologique, elle appellera à participer massivement à la journée d'action interprofessionnelle de grèves et manifestations du 29 septembre prochain.